

# LES DÉFIS DE L'AGRICULTURE ALLEMANDE

## Table des matières

L'agriculture européenne mise à l'épreuve de la « croissance verte » ..... 1

« Le libre-échange peut répondre aux effets du réchauffement climatique sur l'agriculture » .... 2

L'agriculture allemande tente de réagir à la crise..... 4

L'Allemagne tente de développer l'agriculture durable ..... 6

En Allemagne, l'agriculture traditionnelle se sent menacée par le CETA ..... 7



La déforestation des jungles a augmenté avec la demande en carburants écologiques. [vcoe]

## L'agriculture européenne mise à l'épreuve de la « croissance verte »

Le modèle de la « croissance verte » séduit de plus en plus les dirigeants politiques et les industriels du secteur agricole. Toutefois, certains experts craignent que le concept fasse exploser la demande et devienne contreproductif.

Difficile de tirer des conclusions du message cryptique rédigé par les 330 participants au sommet de l'agriculture de l'UE, ayant eu lieu début septembre, dans leur déclaration. Ils seraient « convaincus que la croissance économique et la durabilité ne sont pas incompatibles », comme ils l'ont mis en avant dans le préambule de la déclaration, définissant les jalons de la nouvelle politique agricole.

Bien qu'elle marque une certaine détermination, cette phrase caractérise l'un des problèmes majeurs de l'agriculture européenne, depuis que la Commission européenne ne se penche plus sur la question de l'écologie uniquement dans ses discours du dimanche. Comment fonctionne une économie durable ?

Pendant deux jours, les hommes politiques et les industriels, présidés par le commissaire de l'agriculture, Phil Hogan, ont cherché à répondre à cette à la question dans la ville irlandaise de Cork.

Avec 330 participants, et donc 330 interprétations différentes possibles, cette déclaration d'intention n'a rien d'inhabituel. Or, le document ne précise pas dans quelle mesure croissance et protection de l'environnement peuvent être conciliées, à quel prix et qui paiera ce prix.

### Des high-techs verts

Une solution pour combler le gouffre entre la prospérité et la durabilité réside dans le concept actuellement très populaire de « croissance verte ». L'idée de pouvoir appréhender le tournant climatique à l'aide de technologies vertes, sans pour autant devoir interrompre le cycle capitaliste fait en effet rêver l'UE.

Le fait est que l'UE a organisé en parallèle du sommet agricole en Irlande une conférence internationale à Bratislava, dont l'ordre du jour était « la transition vers une économie verte », mettant en évidence à quel point le concept a gagné en envergure à Bruxelles.

Dans l'industrie également, le terme fait déjà partie du vocabulaire officiel. L'association allemande des agriculteurs Deutscher Bauernverband (DBV) par exemple,

Suite de la page 1

a déclaré il y a déjà des années que le verdissement représentait « la bonne réponse aux défis de l'époque à laquelle nous vivons ». Dans ses prévisions annuelles pour la production de graines, le géant commercial BayWa appelle les producteurs à utiliser des méthodes de culture durables et de « semer une croissance verte ».

### Les paradoxes de la transition écologique

L'optimisme au sujet de la révolution verte n'est pas partagé par tous. De plus en plus d'experts expriment des doutes sur la capacité de la croissance verte de rendre l'économie véritablement durable.

Dans le livre « Critique de l'économie verte », les auteurs taclent les promesses grandiloquentes des adeptes du verdissement et affirment que tant qu'il n'est que question d'augmenter la croissance et la consommation, l'alternative verte ne peut être envisagée.

Ainsi, conduire avec un carburant écologique peut nuire autant à l'environnement que conduire avec du pétrole. En effet, sous prétexte de se déplacer « en respectant l'environnement », les gens conduiraient plus, et la demande grandissante en carburants écologiques entraînerait une production massive de carburants agricoles qui représenterait une nouvelle charge pour la nature, notamment en raison de la réduction des terres arables et la destruction des sols.

### Pas une panacée

L'argument principal invoqué par les partisans de la croissance verte reste l'efficacité. Grâce à l'utilisation de méthodes de production moderne et de machines disposant de hautes technologies, il n'est pas seulement possible d'augmenter le rendement par unité, mais également d'économiser en ressources lors de la production.

Ainsi, cette productivité améliorée permettrait de produire plus à partir d'une même surface et sans utiliser toutes les matières premières. Le géant Monsanto estime que « chaque hectare de terre agricole chaque goutte d'eau, chaque unité énergétique » contribue à la croissance.

Cependant les critiques pensent que la croissance ne va pas nécessairement de pair avec le respect de l'environnement. Dans leur contribution au « rapport agricole critique 2016 », Reinhold Benning et Tilman Sclantarius avertissent que la philosophie de croissance économique pourrait aggraver les problèmes plutôt que les résoudre.

### La demande doit être prise en compte

Il serait évidemment positif d'avoir une économie agricole plus efficace, et une utilisation réduite des ressources par hectare, précisent les auteurs. Si cela contribue toutefois à une chute des prix des produits finis et que la demande totale monte en flèche, il n'y aurait rien à y gagner, en dehors de chiffres plus élevés dans les entreprises éventuellement.

« Finalement, les nouvelles classes moyennes en Chine, en Inde, au Brésil et ailleurs ne sont pas attirées par des produits riches en protéines parce qu'ils sont chers [...], mais au contraire, parce qu'elle est relativement bon marché ».

Seules une modification des habitudes alimentaires et de consommation, accompagnée d'une production qui cesse de se concentrer sur les quantités, permettra que la politique agricole se transforme réellement. Le reste n'est qu'utopie.

## INTERVIEW

# « Le libre-échange peut répondre aux effets du réchauffement climatique sur l'agriculture »

Mauvaises récoltes, famine, flambée des prix pour les denrées alimentaires : le changement climatique menace la production agricole à l'échelle mondiale. Cependant, le libre-échange pourrait limiter les pertes, selon le chercheur allemand Hermann Lotze-Campen.

*Hermann Lotze-Campen est directeur des recherches sur les effets du changement climatique à l'institut de Potsdam pour les études sur les conséquences climatiques (PIK) et co-auteur de la nouvelle étude du PIK sur l'influence du changement climatique sur les pertes économiques dans le secteur agricole.*

**L'étude du PIK montre qu'une légère augmentation des températures moyennes peut déjà avoir des conséquences sensibles sur les récoltes locales. Y a-t-il des chiffres ?**

Nous avons allié deux modèles de simulation informatisée. L'un mesure les changements dans le rendement des récoltes liés aux variations climatiques, c'est-à-dire la température, le volume des précipitations, etc. L'autre est un modèle agro-économique qui enregistre toutes les modifications du rendement des récoltes. Nous avons tenté de prévoir la variation des prix agricoles à partir de ces données et d'estimer les dommages économiques [causés par

Suite à la page 3

Suite de la page 2

le changement climatique] pour les producteurs et les consommateurs.

Une chose est sûre : l'instabilité de la production liée au changement climatique aura des effets négatifs sur l'économie agricole d'ici la fin du siècle. Les estimations laissent à prévoir une baisse de la performance agricole de 0,8 % environ, soit près de 2 milliards d'euros. Dans un premier scénario, nous pouvons compter sur des conséquences catastrophiques si le commerce ne se libéralise pas davantage et reste tel qu'il est aujourd'hui.

Dans un second scénario, si nous prenons des mesures d'adaptation pour que le commerce agricole continue à se libéraliser et qu'une partie de la production puisse être déplacée plus facilement dans d'autres régions du monde, les dommages à l'échelle mondiale devraient être réduits de plus de la moitié. La production se ferait ainsi dans les zones où le changement climatique est moins important ou les options sont plus nombreuses.

#### **À quoi pensez-vous exactement quand vous parlez de libre-échange ?**

Un commerce entièrement libéralisé n'existe évidemment pas. Mais il s'agit de détruire progressivement les barrières commerciales existantes dans le secteur agricole, comme les douanes, pour faciliter le commerce agricole. Il y a depuis longtemps des réflexions, notamment au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur les possibilités permettant d'accélérer ce processus de destruction.

#### **Concrètement, quels seraient les effets positifs selon vos résultats ?**

Nous pouvons partir du principe que les régions au climat tempéré seront moins affectées, voire bénéficieront du changement climatique, par exemple avec une augmentation des températures dans les pays scandinaves



ou au Canada. Les pays les plus pauvres, en revanche, se situant au niveau des tropiques, seront probablement touchés plus sévèrement. Si le commerce s'ouvrait et se diversifiait, ces pays auraient plus de facilités à importer quand ils font de mauvaises récoltes. Le prix de la nourriture aurait en outre tendance à diminuer dans un système commercial plus libéral. Les personnes les plus démunies dans les pays affectés pourraient donc en profiter.

C'est une explication schématique, bien sûr. Il faut tenir compte qu'il doit y avoir de quoi exporter en face, ce qui n'est pas le cas dans notre modèle agricole actuel.

#### **La libéralisation ne risque-t-elle pas d'évincer l'actuelle production agricole dans les pays en voie de développement ou d'empêcher la création future de nouvelles possibilités de production par le biais des exportations européennes ?**

Le commerce agricole et ses aspects politiques représentent un problème indubitablement complexe. Pour que le commerce agricole se libéralise, il faut aussi que les pays riches, comme l'Allemagne, cessent de protéger leurs produits avec des restrictions à l'importation ou en les subventionnant sur le marché mondial. Actuellement,

ces pays se mettent en effet des bâtons dans les roues et protègent leur production locale, comme le sucre, la viande bovine ou le coton. Or, ces denrées peuvent également être produites dans de nombreux pays tropicaux, dans des conditions équitables et concurrentielles.

Notre modèle prévoit toutefois une ouverture des marchés des deux côtés. Le libre-échange ne peut fonctionner à sens unique. Cette ouverture devrait d'autre part s'accompagner d'une meilleure formation, de systèmes de sécurité sociaux, ainsi que d'une amélioration des technologies locales et de mesures de transfert des technologies dans les pays moins prospères.

#### **Un rapport agricole mondial, rédigé pour la Banque mondiale et l'ONU, montrait déjà en 2008 que la production suffirait à nourrir 9 milliards de personnes. Or, les victimes de la famine n'ont pas les moyens de s'acheter de la nourriture. Pourquoi le libre-échange est-il malgré tout important ?**

Nous tentons de défaire ce mythe, selon lequel chaque pays peut et devrait produire lui-même toutes les denrées dont il a besoin. Tous les pays,

Suite à la page 4

Suite de la page 3

même l'Allemagne, peuvent essayer de mauvaises récoltes. C'est pourquoi nous pensons que l'objectif ne peut-être l'autonomie de tous les pays. C'est d'autant plus vrai avec l'incertitude croissante que fait planer le changement climatique sur les conditions de production. Il faut faire preuve de flexibilité.

L'Amérique du Nord, l'Europe et certaines régions en Asie n'auront pas trop de difficultés à s'en sortir. En revanche, des pays ayant jusqu'à présent très peu contribué au réchauffement climatique, tels que l'Asie du Sud, l'Afrique du Nord et une partie de l'Amérique latine, seront largement plus touchés. Il serait donc juste de proposer des possibilités pour équilibrer.

#### **Quel rôle faut-il donner à la protection des ressources ?**

Il est évident que les surfaces agricoles vont s'étendre si rien n'est fait pour l'empêcher. Si le système commercial est plus flexible, la production pourra être déplacée quelque part où les conditions y sont plus favorables. Ainsi, les ressources pourront être utilisées plus efficacement et les terrains jusque-là peu exploités le seront davantage. La gestion de l'exploitation des terres doit toujours comprendre des mesures politiques indépendantes des questions commerciales, pour éviter la déforestation notamment.

Le commerce ne peut être le seul facteur décisif. D'autres mesures doivent évidemment être prises pour éviter les effets négatifs du commerce international. Des conditions politiques doivent encadrer la protection de l'eau, de la nature et des sols.

#### **En parlant de sols, y a-t-il suffisamment d'actions politiques pour la qualité des sols ?**

Actuellement, la mise en place de droits fiables pour l'utilisation des terres et la protection des sols sont

des thématiques encore trop peu abordées, mais elles devront à l'avenir prendre une place plus importante. Les régulations politiques prennent de plus en plus d'importance pour s'assurer que les terrains agricoles et les zones forestières soient exploités sans dommages. En Europe, des discussions sont en cours depuis des années pour établir une directive pour la protection des sols à échelle européenne. Notre analyse s'interroge toutefois davantage sur l'autonomie des États et la flexibilité pour l'approvisionnement en produits alimentaires au niveau mondial.

## **L'agriculture allemande tente de réagir à la crise**

**Crise du lait, des céréales, du vin : l'agriculture allemande traverse une période difficile. Les ministres en charge du secteur sont particulièrement dans l'embarras concernant la transformation structurelle de l'industrie agricole, pourtant si nécessaire.**

La nouvelle législation nationale du gouvernement allemand prévoit une augmentation de 300 millions d'euros du budget de 5,9 milliards d'euros du ministère fédéral de l'Alimentation et de l'Agriculture (BMEL). Cette augmentation suffira-t-elle pourtant à sortir l'industrie agro-alimentaire allemande de la crise ?

Dans son dernier discours au parlement allemand, le ministre de l'Agriculture, Christian Schmidt, tente de répondre aux défis mondiaux auxquels fait face le secteur en présentant un nouveau paquet de mesures.

Le ministre promet d'alléger les charges fiscales des agriculteurs allemands et de conserver l'aide de 178 millions d'euros aux assurances agricoles contre les accidents. En outre, les agriculteurs dans le secteur laitier disposeront de « 150 millions d'euros à partir d'octobre pour la régulation des quantités », fournis par un paquet d'aide de l'UE.

Le bloc est d'ailleurs prêt à verser « près de 58 millions d'euros » pour la mise en place d'un paquet d'aide national. Christian Schmidt prévoit de compléter cette subvention « avec des fonds nationaux, pour atteindre 117 millions d'euros » et réguler la production laitière grâce à des mesures concrètes.

Suite à la page 5

Suite de la page 4

Cependant, à l'heure d'une agriculture qui doit être viable aussi bien sur le plan économique que sur le plan écologique, les agriculteurs et les experts allemands s'interrogent sur la faisabilité du projet présenté par le ministre.

### Une transformation politique au lieu d'une politique symbolique

« La plupart des régions allemandes seraient compétitives, même sans aide financière », constate Folkhard Isermeyer, professeur à l'Institut Johann Heinrich von Thünen. Seul « le secteur de l'élevage présente des risques », selon lui. Il estime donc que l'agriculture allemande devrait avant tout trouver un moyen d'accorder ses structures et méthodes de production aux exigences de la société.

Ce rôle reviendrait aux politiques, qui pour l'heure ne sauraient pas jauger correctement la volonté du public. Selon des études, l'élevage et la protection de l'environnement sont en effet les thématiques prioritaires de la société, ainsi que l'imperméabilisation et la destruction des sols, l'utilisation du phosphore, le développement agricole et les structures sociales.

Pour répondre à ces attentes, Folkhard Isermeyer juge que le deuxième pilier de la PAC va dans le bon sens, mais reste insuffisant. En effet, la politique agricole commune européenne limite trop aux « objectifs sociétaux ». Les mesures pour « le développement d'entreprises individuelles », évoquées par Christian Schmidt. Pour augmenter les « doses de verdissement » avec des financements échelonnés selon la taille des entreprises, il est nécessaire de renforcer les mesures politiques qui répondent mieux aux attentes de la société dans le secteur agro-alimentaire et doivent aller bien plus loin qu'une simple « politique symbolique ».

### Une politique fédérale cohérente ?



Les ministres de l'Agriculture des différents Länder allemands ont tenté de répondre aux défis sociétaux de l'agriculture lors de la conférence agricole automnale dans la ville portuaire de Rostock-Warmemünde, dans le nord de l'Allemagne, le 9 septembre. Dans leurs conclusions sur « le lait et la PAC après 2020 », les décisions prises couvrent des thématiques allant de la réduction de la bureaucratie à la protection des consommateurs.

Dans le protocole de la conférence, les ministres allemands estiment que ce qui est important actuellement, c'est de « protéger durablement la PAC des crises ». Sur le plan de l'organisation du marché, il faut mettre en place des outils qui feront face aux crises plus efficacement et éviteront une chute drastique des prix des produits agricoles.

Pour récupérer les débouchés traditionnels des produits européens, les ministres des Länder appellent le gouvernement à lever l'embargo russe sur les produits alimentaires.

Cependant, bien que les ministres fassent preuve d'une position unanime concernant les thématiques importantes

à l'échelle de la fédération, comme la mise en place d'une stratégie nationale pour éviter le gaspillage alimentaire, les conclusions pour les différentes régions ne coïncident pas. Les ministres ont toutefois clairement exprimé leurs décisions et ont demandé au gouvernement de les prendre en considération lors de l'adoption de la nouvelle stratégie pour la durabilité, prévue en novembre, ou du moins, de justifier pourquoi il n'en a pas tenu compte.

# L'Allemagne tente de développer l'agriculture durable

Les agriculteurs allemands sont de plus en plus pris en étau entre les impératifs de rentabilité et un appauvrissement des ressources, comme l'eau et les sols.

« Le monde a changé », affirme Stefanie Wikl, d'un réseau agricole allemand Solidarische Landwirtschaft (SOLAWI), équivalent des associations pour le maintien d'une agriculture paysanne françaises (AMAP). « Une agriculture gourmande en ressources permet une augmentation des gains à court terme, mais n'est pas durable. »

Depuis l'apparition de l'agriculture industrielle, l'humanité aurait épuisé 40 % des sols exploitables. En outre, la production de viande et de lait serait également extrêmement illogique. En effet, l'experte de l'association explique que « nous rassemblons de quoi nourrir le bétail depuis la planète entière, nous laissons les animaux souffrir dans des étables bien trop étroites et encourageons la résistance des agents pathogènes par l'utilisation excessive d'antibiotiques ».

Le réseau SOLAWI tente de contrecarrer cette tendance. Le concept de l'association, imaginé au milieu des années 1970 au Japon, où des millions de personnes se fournissent à présent en fruits et légumes bio par le biais de ce type de réseaux, est en fait assez simple : un groupe d'agriculteurs exploite une ferme et les clients prennent en charge les frais, pour l'achat des graines, les salaires, le bail et l'assurance par exemple. En contrepartie, ils obtiennent une part de la récolte et obtiennent l'ensemble des produits, frais, généralement bio, directement depuis la ferme.



[Dirk Ingo Franke/Flickr]

## « L'agriculture industrielle ne peut pas nourrir toute l'humanité »

La SOLAWI allemande est inspirée de la France, où toutefois l'accent n'est pas mis sur le bio, mais sur la conservation de l'agriculture paysanne, selon Stefanie Wild. Sur la plateforme française Urgenci, les échanges se font néanmoins également à l'échelle européenne et pourraient s'étendre aux États-Unis. En effet, le concept de la « community supported agriculture » s'y est entretemps largement répandu, avec près de 6 000 fermes.

« Le fait que l'agriculture industrielle ne nourrit pas la planète actuellement, et ne sera pas non plus un instrument adaptée dans le futur, est démontré dans le rapport mondial sur l'agriculture des Nations Unies, publié en 2008 » déclare la spécialiste de SOLAWI pour expliquer les raisons de la fondation du réseau allemand en 2011, qui compte à présent 110 fermes dans le pays. 100 autres initiatives sont en phase de création.

## Encourager les petits agriculteurs

Les meilleures chances d'augmenter la production résident dans l'aide au développement des petits agriculteurs, selon le rapport de l'ONU. Exploiter des surfaces de plus en plus grandes

avec de plus en plus de technologies et de solutions chimiques serait un « engrenage » vicieux, dans lequel le nombre d'agriculteurs perdant leur emploi est en constante augmentation.

Malgré tout, les petites entreprises ne sont pas soutenues par l'Europe. De fait, les subventions agricoles sont versées à des agriculteurs plus riches, qui possèdent d'importants terrains. Selon les données de l'OCDE, 1,8 % des entreprises allemandes seulement ont obtenu environ 40 % des aides financières européennes en 2013. La même année, près de 94 % des terres agricoles exploitées en Allemagne étaient cultivées par des entreprises conventionnelles, c'est-à-dire des industriels.

## Un modèle d'avenir ?

Le modèle traditionnel de la ferme, qui produit un large éventail des denrées alimentaires sur une surface réduite, est-il en voie de disparition ?

« J'ai envie de dire, de façon assez provocante, qu'il s'agit du seul modèle d'avenir », s'exclame Stefanie Wild. Finalement, tout dépendrait de la pression économique exercée sur les agriculteurs. « Pour l'aide au développement et les exigences, les politiques devraient se pencher sur le

Suite à la page 7

Suite de la page 6

principe de causalité. »

Les charges devraient être transférées sur le mode production à l'origine de ses frais, comme la disparition de la diversité biologique, de villages et de fermes, l'appauvrissement des sols et la pollution des nappes phréatiques par les nitrates. Ainsi, l'agriculture ne devrait plus être encouragée, mais soumise à des taxes, par exemple, pour l'utilisation de pesticides.

Une suggestion pourtant loin d'être envisageable en Allemagne. Les agriculteurs qui souhaitent cultiver des produits bio, en particulier, se trouvent dans une position difficile. En effet, les semences écologiques sont nettement plus chères que les graines conventionnelles, le travail pour éliminer les mauvaises herbes est plus important et l'alternance des cultures impliquent que les terres en jachère ne peuvent être exploitées chaque année.

Toutefois, les projets encourageant une agriculture à plus petite échelle, attentive à la fertilité des sols et la diversité des espèces, apparaissent de plus en plus en Allemagne. La société anonyme Regional AG de Fribourg-en-Brigau, notamment, a récolté 3 millions d'euros sur cinq ans grâce à des financements privés pour fonder 17 entreprises écologiques dans les alentours de la ville et de la Forêt Noire.

Selon Stefanie Wild, les politiques devraient réfléchir au processus de vente des produits régionaux, provenant de petites fermes produisant en petites quantités. « L'introduction sur le marché est coûteuse et dispendieuse », explique-t-elle. Il serait intéressant, par exemple, d'introduire des quotas sur l'utilisation de produits régionaux dans les cantines scolaires.



*Les petites exploitations pourraient ne pas survivre à la pression des grandes firmes après la signature du CETA.*

## En Allemagne, l'agriculture traditionnelle se sent menacée par le CETA

L'UE prévoit de finaliser l'accord de libre-échange avec le Canada d'ici fin octobre. En Allemagne, le secteur agricole est divisé : les grands agriculteurs se réjouissent, tandis que les petites exploitations craignent une compétition féroce.

Le 17 octobre, l'UE et le Canada devraient voter l'adoption du CETA. À l'exception de quelques demandes d'amendement et des réticences de certains États membres, la conclusion de cet accord semble en bonne voie. Mais une part de la société civile et des partis d'opposition s'insurgent contre l'accord, qu'ils pensent voué à l'échec.

Bien que les agriculteurs allemands se soient impliqués dans les manifestations anti-CETA, le secteur affiche des opinions divergentes. L'association des agriculteurs allemands (DBV), représentant 90 % des agriculteurs allemands, a ainsi mis

en évidence l'importance du marché canadien pour les exportations allemandes. L'association a bien admis qu'il y aurait des défis à relever avec l'intensification de la concurrence due au CETA, mais a maintenu qu'il y aura davantage de possibilités grâce à l'ouverture des marchés.

Le marché du lait et de la viande représentent les enjeux les plus polémiques. Contrairement à de nombreuses autres denrées souvent vendues sans charges, l'UE et le Canada ont tous deux imposé des taxes plus élevées que la moyenne sur les produits laitiers et la viande. Le fromage européen, par exemple, est actuellement taxé à 245 %. L'UE, de son côté, doit payer des frais de douane de 37 % pour le porc canadien et jusqu'à 407 % pour le bœuf. Les autres denrées sont en moyenne soumises à des taxes de 2 ou 3 %.

Les méthodes protectionnistes utilisées pour protéger les « secteurs sensibles » ne sont pas complètement supprimées dans le CETA, mais sont significativement moins importantes, notamment pour protéger le secteur laitier européen et la viande canadienne.

Nombre d'agriculteurs craignent que l'absence de barrières tarifaires

Suite à la page 8

Suite de la page 7

profite avant tout aux grandes entreprises, qui sont mieux placées pour résister dans un marché libéralisé. Le consortium des agriculteurs-éleveurs traditionnels (AbL) estime ainsi que le secteur de la viande sera confronté à une « pression tarifaire considérable » face aux importations canadiennes. Si les grands producteurs de viande devraient voir leurs profits s'envoler, les petits fermiers, eux, subiraient un sort inverse.

Si la DBV est favorable au CETA en principe, elle admet que l'accord bouleversera le secteur de la viande. Les producteurs nationaux se retrouveront confrontés à une pression concurrentielle accrue, devront mettre en place des « ajustements structurels » et tout cela pourrait mener à une baisse de la production. Nombre d'exploitants craignent également que le CETA ne permette un retour en douce de l'ingénierie génétique sur le marché européen.

Les deux parties ont des positions inconciliables sur le sujet. Au Canada, ces techniques sont approuvées quand la recherche montre qu'elles ne causent aucun dommages. L'UE applique quant à elle le principe de précaution, selon lequel les cultures génétiquement modifiées peuvent être interdites s'il existe le moindre doute quant à leur sûreté.

Les détracteurs du CETA, comme l'AbL, s'inquiètent aujourd'hui d'un retour des cultures génétiquement modifiées sur la base de l'article 25 de l'accord, dédié à la coopération sur les sujets de biotechnologie. Les critiques ont également peur que les institutions européennes finissent par céder et à ouvrir les marchés européens aux aliments OGM.

L'association canadienne du soja a par exemple récemment écrit à Jean-Claude Juncker, le président de la Commission, lui intimant de respecter ses « engagements dans le cadre de l'accord de CETA ». L'exécutif a promis

de s'y mettre « dès que possible dans le cadre des procédures d'approbation européennes ».

Reste à savoir si l'UE saura défendre ses procédures de protection ou si elle succombera à la pression exercée par le CETA. Il est cependant évident que l'introduction des OGM en Europe ne se fera pas sans polémique.

**Pour de plus amples informations sur les éditions spéciales d'EurActiv...**

Contactez-nous

**Natalie Sarkic-Todd**

natalie.sarkic-todd@euractiv.com

tel. +32(0)2 788 36 63